

Attaquée pour nuisances, la boulangerie de Langres sauvée par la filière nucléaire ?

Menacée de fermeture pour cause de nuisances sonores, une boulangerie de Langres (Haute-Marne) espère son salut de... la filière nucléaire, appelée à financer les travaux de mise aux normes.



La Boulangerie Gallien à Langres |
GOOGLE

[Ouest-France](#) Avec AFP Publié le 25/01/2020 à 12h12

Juin 2019 : le tribunal d'instance de Chaumont (Haute-Marne) exige de la boulangerie Gallien des travaux d'insonorisation de son fournil, à la suite d'une plainte d'un voisin. Le jugement est confirmé par la cour d'appel de Dijon en décembre, qui impose une astreinte de 100 € par jour de retard.

C'est un coup dur pour Eric Gallien. Il y voit la fin de son établissement, bordant une placette pavée à l'intérieur des remparts de cette petite cité médiévale (7 800 habitants), à 80 km de Dijon et 120 de Troyes. Le montant des travaux, selon cet artisan, serait de 100 à 150 000 €. De quoi mettre sur le carreau ses 15 employés, répartis entre deux établissements. Et nourrir la chronique du déclin des petits commerces et des centres-villes.

« Je suis fini »

En décembre, je me suis dit, je n'ai plus le choix, je suis fini, raconte aujourd'hui Eric Gallien, 58 ans. Des discussions sont engagées avec un possible repreneur.

Mais c'était sans compter sur une importante vague de soutiens, initiée par des clients locaux, puis alimentée au gré de reportages de la presse nationale. La maire de Langres, Sophie Delong (SE), parle, elle, d'une déflagration, évoquant des appels téléphoniques en rafale de journalistes des médias nationaux. L'élue se veut rassurante : Cette astreinte de 100 €, ce n'est pas sûr. Il n'a pas le couteau sous la gorge, estime-t-elle. L'important, à ses yeux, est qu'Éric Gallien soit passé du « je ferme » à « je n'ai pas pris de décision ». Je ne lâche pas mon éventuel acheteur de magasins, répond le boulanger.

Le site d'enfouissement de Bure à la rescousse

La solution, inédite, pourrait venir de la filière nucléaire. Le boulanger, soutenu par la mairie et la chambre des métiers, compte en effet déposer un dossier auprès du Groupement d'Intérêt Public (GIP) Haute-Marne. Cette structure abonde 28 millions annuels de fonds publics finançant des projets autour du laboratoire souterrain sur l'enfouissement [des déchets nucléaires à vie très longue de Bure](#) (Meuse), à 86 km d'ici.

Je veux y croire, mais je ne vais pas m'emballer, tempère Éric Gallien. Un processus est engagé, assure la maire, qui se défend, lettre à l'appui, d'avoir attendu la déferlante sur les réseaux sociaux pour agir.

Tout en espérant la fin d'un conflit qui oppose depuis 2012 Éric Gallien à son voisin mitoyen, elle ne perd pas de vue non plus, au moment d'entrer en campagne pour un second mandat, que la boulangerie fournit en pains et en viennoiseries l'hôpital, la clinique, les écoles, les hôtels, les restaurants et la quasi-totalité des campings sur un rayon de 10 km autour de Langres.

Cette affaire laisse en tout cas un goût amer au plaignant lui-même. Cela a été très violent pour lui. Une déferlante de haine sur les réseaux sociaux, explique la maire, évoquant insultes, injures et même appels au boycott du commerce de son épouse ».
